



COMMUNIQUÉ

Dans 21 pays d'Europe, plusieurs organisations syndicales et associations luttent pour le droit au logement, l'arrêt des expulsions et contre le logement cher !

Actuellement, deux millions de personnes rencontrent des difficultés pour payer leur loyer et 14 % de la population a connu des difficultés de logement depuis le premier confinement.

La crise économique liée au coronavirus a entraîné une explosion de la précarité et une augmentation du recours aux aides alimentaires. En 2020, le prix des logements a augmenté plus vite que l'inflation. Les profits issus du logement cher ont à peine diminué, malgré la crise sanitaire et sociale.

Depuis 2000, la courbe des expulsions n'a cessé de grimper : plus de 169 % en dix-huit ans

Les expulsions pourraient doubler en 2021 par rapport à 2018 (déjà année record), si le gouvernement reste inactif. Les classes populaires, les femmes, les minorités, les réfugié·es, les sans-papiers... sont les plus exposés et doivent, pour sortir de la rue, accepter des sous-logements précaires.

Insuffisantes, les lois censées protéger les locataires (encadrement des loyers, gel du loyer à la relocation, normes de décence, surface réelle, limitation d'Airbnb) sont bafouées par une partie des bailleurs privés et des agences, qui veulent accélérer les expulsions, supprimer la trêve hivernale et criminaliser des sans-logis qui occupent des locaux vides.

Pour rappel, 3 millions de logements sont vacants en France.

Nous revendiquons :

- ❖ La mise en place d'un grand service public unifié du logement dans toutes les agglomérations
- ❖ Un logement abordable, stable, décent, durable et écologique pour tous·tes, sans discriminations !
- ❖ Arrêt des expulsions, des coupures d'énergie, des remises à la rue et trêve hivernale pour tous·tes !
- ❖ Arrêt de la répression contre les sans-abris, les personnes vivant dans des habitats alternatifs, les occupant.e.s sans titre, les plus précaires, avec ou sans papiers, les exilé·es et dans les quartiers populaires !
- ❖ Un plan logement d'urgence à la hauteur des besoins, pour mettre en place des solutions d'hébergement dignes et sortir du système Algeco ou chambres d'hôtel
- ❖ Application réelle de la loi de réquisition, du Droit Au Logement Opposable, du droit à un hébergement décent jusqu'au relogement et de toutes les lois votées pour nous protéger !
- ❖ Baisse des loyers tout de suite, taxation des plus-values de la spéculation, limitation des plateformes Airbnb & Co, sanctions contre les bailleurs fraudeurs !
- ❖ Réalisation annuelle de 200 000 HLM (dont une part importante en PLAI, à très bas loyers), de logements étudiants, 30% de HLM dans chaque commune en zone tendue, augmentation des aides à la pierre, arrêt des ventes et des démolitions de HLM !
- ❖ Revalorisation et retrait de la réforme des APL (RLS, contemporanéité, gels...)

La crise du logement n'est pas inéluctable. Un logement stable, décent, bon marché dans les villes comme dans les campagnes est un besoin et un droit fondamental.

Le combat prend une envergure européenne, où les mobilisations se sont multipliées. À Berlin, plusieurs dizaines de milliers de locataires ont manifesté et ont obtenu que les loyers privés ne dépassent pas 6 à 12 € le m² et que des amendes jusqu'à 500 000 € soient délivrées sans délai par la commune contre les bailleurs fraudeurs.